

*Juliusz Bardach*

Acta Poloniae Historica  
21, 1970

## L'UNION DE LUBLIN: SES ORIGINES ET SON RÔLE HISTORIQUE

En juillet 1969, est passé quatre cent ans de la signature solennelle de l'acte de l'Union entre le Royaume de Pologne et le Grand Duché de Lituanie, qui eut lieu à Lublin le premier juillet 1569. L'acte en question constituait le couronnement de la première partie d'un processus dont le commencement remontait à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. C'est alors, en effet, que les Polonais s'étaient donnés comme roi le grand duc de Lituanie Jagello, en initiant ainsi l'union entre la Pologne et la Lituanie. Ses descendants, souverains à titre héréditaire en Lituanie, régnaient en Pologne grâce aux élections qui les introduisaient à tour de rôle sur le trône polonais jusqu'en 1572. L'union personnelle avait duré jusqu'en 1569 d'une façon à peu près ininterrompue pour faire place, à partir de cette date, à une union dite réelle qui créa un État fédéral polono-lituanien. Cet état de choses dura jusqu'à la fin de l'État polono-lituanien. C'est précisément ce qui donne tant d'importance à cette union entre la Pologne et la Lituanie, car elle a déterminé dans une large mesure l'histoire de la Pologne et a influencé également d'une façon notable le cours de l'histoire de l'Europe centrale et orientale<sup>1</sup>. C'est pour ces raisons que l'historiographie de plusieurs nations avait consacré une attention particulière à l'histoire de l'union polono-lituanienne avec tous les méandres qu'elle traversait depuis son début. Les jugements portés variaient suivant les points de vue où se plaçaient les historiens de ces nations, et les mêmes faits historiques revêtaient une signification différente suivant qu'on les considérait de Cracovie, de Wilno, de Kiev, de Moscou, de Minsk ou de Witebsk. N'oublions pas, non plus, l'intérêt porté d'une façon permanente à l'union polono-lituanienne par Koenigsberg. Chacun des pays en cause avait une vue différente sur ce phénomène, qui a ensuite influencé leur conscience historique.

---

<sup>1</sup> Le lecteur trouvera une bibliographie et une étude plus étendue de certaines questions qui n'ont pu qu'être effleurées ici dans mon article *Krewa i Lublin. Z problemów unii polsko-litewskiej* [*Krewa et Lublin. Quelques problèmes de l'union polono-lituanienne*], «Kwartalnik Historyczny»,

En effet, c'est le passé qui façonne toute nation. Chacune d'elles est un produit de son histoire. Les transformations apportées au cours des événements historiques changent, bien entendu, le visage d'une nation, mais ce processus n'est nullement rapide ni facile. Le passé — même s'il ne correspond plus aux réalités contemporaines — reste vivant dans la conscience d'une société et peut influencer à son tour sur le cours des événements à venir. C'est ainsi que les choses se sont passées précisément dans le cas de l'union entre la Pologne et la Lituanie, union qui avait été amorcée par l'acte de Krewa, en 1385.

Les partages de la Pologne survenues à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ont, entre autres choses, détruit aussi cette union, mais on en retrouve le souvenir vivace dans les idées politiques en cours aussi bien en Pologne même, que dans le Grand Duché de Lituanie. La confédération de Lituanie en 1812, les insurrections nationales durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle en sont les témoignages. Ce n'est qu'après l'insurrection de 1863 - 1864 que l'historiographie polonaise, qui avait concentré son attention sur les causes de la perte de l'indépendance par la Pologne, s'était mise à l'étude de l'histoire de l'union polono-lituanienne du point de vue de ses conséquences finales, en parvenant, d'ailleurs, à des conclusions souvent opposées. Ainsi les historiens liés avec le milieu conservateur de la Galicie accentuaient dans l'union les éléments affaiblissant la cohérence de l'État polonais et du pouvoir monarchique, tandis que les autres soulevaient le côté positif de l'union.

La Pologne ayant regagné son indépendance, on pouvait voir, au cours des premières années qui suivirent la guerre de 1914 - 1918, s'affronter deux tendances politico-historiques. Les fédéralistes songeaient à une union de la Pologne avec la Lituanie, l'Ukraine, la Biélorussie en se rangeant dans le camp du maréchal Józef Piłsudski. La droite, gravitant dans l'orbite de la Démocratie Nationale, avançait la théorie de l'absorption, permettant d'englober dans les frontières de l'État polonais seulement ces territoires de l'est, que la Pologne était en mesure d'assimiler. Ces divergences d'opinion et de tendance avaient remis de nouveau le problème de l'union dans l'arène de la politique étrangère et intérieure, ce qui ne pouvait pas laisser indifférente l'historiographie de l'entre-deux-guerres. Ce n'est que la Seconde Guerre mondiale et ses effets politiques qui ont instauré un état de fait dans lequel l'union entre la Pologne et la Lituanie est devenue un problème qu'on ne peut considérer que du point de vue historique. Ceci permet de formuler des jugements libres des contraintes politiques qui avaient pesé sur la question depuis des siècles.

#### LES CAUSES DE L'UNION À LA FIN DU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE

La plupart des causes qui ont entraîné l'union polono-lituanienne sont suffisamment bien connues pour qu'on ait besoin de les énumérer tout au long.

---

vol. LXXVI, 1969, n° 3, pp. 583 - 616, où j'ai présenté d'une façon plus détaillée les antécédants de l'Union de Lublin.

L'union avec la Pologne entraînait la christianisation de la Lituanie suivant le rite romain. Ceci avait une importance politique capitale puisque les chevaliers de l'Ordre Teutonique qui s'étaient implantés depuis le XIII<sup>e</sup> siècle en Prusse se voyaient du coup enlever tout prétexte pour leurs expéditions continues contre la Lituanie. De plus, les forces conjuguées des Polonais et des Litvaniens pouvaient dorénavant s'opposer efficacement à l'expansion militaire de l'Ordre Teutonique. Rappelons que l'Ordre en s'emparant de la Poméranie orientale avec Gdańsk, réussit dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle, à couper la Pologne de la Baltique, et s'efforçait depuis lors par des invasions répétées en Samogitie de repousser la Lituanie des rivages de la mer en se procurant en même temps une liaison territoriale entre la Prusse et la Livonie dominée aussi par l'Ordre. La lutte contre la menace teutonique constituait donc le but commun de la politique des deux pays en question. De plus, l'union avec la Pologne allait faciliter aux seigneurs litvaniens le maintien de leur domination sur les populations du Grand Duché composées en majorité de Ruthènes. Les Litvaniens ne formaient que 10 à 20% à peine de l'ensemble des habitants bien qu'ils fussent majoritaires dans les couches dominantes<sup>2</sup>.

Ce furent précisément les seigneurs litvaniens qui préconisaient l'expansion territoriale de la Lituanie vers les grands espaces de la Ruthénie — dénomination englobant à l'époque la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. C'est ainsi qu'au début de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, sous le règne de grand duc Olgierd, les Litvaniens avaient soumis à leur pouvoir Briansk, Smolensk, Mstislav et Kiev. Simultanément, Olgierd était obligé de se défendre à l'ouest contre la pression croissante de l'Ordre Teutonique. Cette guerre sur deux fronts épuisait les forces limitées de la Lituanie et c'est là qu'il faut chercher l'origine de la crise de la monarchie litvanienne après la mort d'Olgierd. C'est à cette époque que l'union avec la Pologne allait fournir à la Lituanie la possibilité d'échapper à un désastre politique<sup>3</sup>.

Mais les souverains et les seigneurs litvaniens espéraient également que l'union avec la Pologne allait leur permettre d'étendre encore leurs acquisitions à l'est et de s'opposer efficacement aux invasions des Tartares qui menaçaient les possessions orientales du Grand Duché. Or, la Lituanie s'était agrandie par

---

<sup>2</sup> H. Łowmiański, *Uwagi w sprawie podłoża społecznego oraz gospodarczego unii jagiellońskiej* [Remarques sur le fond social et économique de l'union jagellonne], dans: *Księga pamiątkowa ku uczczeniu 400-letniej rocznicy wydania I Statutu litewskiego* [Album de commémoration du 400<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation du 1<sup>er</sup> Statut litvanien], Wilno 1935, pp. 245 et suiv. L'auteur évalue le nombre de Litvaniens à 20% environ. L'historien litvanien A. Wiskont admet un nombre encore plus restreint de Litvaniens dans le Grand Duché à la fin du XIV<sup>e</sup> et au début du XV<sup>e</sup> siècle en le fixant à 10%. Voir A. Wiskont, *Wielki Książę litewski Witold a unia horodelska* [Le grand duc de Lituanie, Witold, et l'union de Horodlo], «Ateneum Wileńskie», vol. VII, 1930, n<sup>o</sup> 3/4, p. 470.

<sup>3</sup> H. Łowmiański, *op. cit.*, pp. 253, 265, 316 et 323.

la soumission à son pouvoir des principautés ruthènes occidentales à l'époque où elles cherchaient à éviter le joug tartare. C'est pourquoi, les Lituaniens craignaient de voir la Moscovie, qui venait d'écraser les Tartares à Kulikovo Pole (1380), se débarrasser de la domination tartare et devenir un centre d'attraction pour les territoires occidentaux peuplés par les Ruthènes. Or, c'étaient précisément ces territoires soit qui constituaient une zone d'influence des Lituaniens et ceux-ci comptaient sur l'union avec la Pologne pour consolider leurs acquisitions et leur influence.

Quant aux seigneurs polonais, plus particulièrement ceux de la Petite-Pologne (partie méridionale du Royaume), qui avaient joué un rôle prépondérant dans la conclusion de l'union polono-lituanienne, ils comptaient retirer de cette initiative politique des avantages substantiels. Ils voulaient reprendre aux Hongrois la Ruthénie de Halicz occupée après 1370 par la Hongrie, et s'assurer la domination de la Podolie et de la Volhynie, dont les terres fertiles constituaient un terrain par eux convoité depuis longtemps.

Ainsi donc, l'union de la Pologne avec la Lituanie servait les intérêts des deux parties intéressées. Les modifications qu'elle a entraînées furent beaucoup plus importantes pour la Lituanie, et c'est pourquoi on a prétendu souvent que c'était le Grand Duché qui s'efforçait surtout de parvenir à cette union. Cette opinion s'appuyait sur les liens existant entre l'union et la christianisation de la Lituanie.

La question du baptême de la Lituanie remontait à de nombreuses années. La cour du Grand Duc avait conscience de la nécessité d'une conversion générale, mais il s'agissait de choisir la meilleure voie pour la réaliser. Le paganisme de la classe dirigeante lituanienne constituait, à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, un anachronisme flagrant. Un pareil état de choses non seulement fournissait aux Chevaliers Teutoniques un excellent prétexte à des expéditions militaires répétées contre la Lituanie, mais constituait aussi une barrière qui empêchait la Lituanie d'entrer dans la famille des nations chrétiennes d'Europe et freinait son acculturation politique. C'est pour cette raison, qu'une fois terminées les luttes dynastiques avec son oncle Kiejstut, le duc Jagello, solidement assis sur le trône de Wilno, se mit à examiner la meilleure solution d'un problème qu'il fallait résoudre au plus vite. Tout d'abord, il se tourna vers Moscou. On conclut alors un accord préliminaire prévoyant le mariage de Jagello avec la fille du grand duc de Moscovie. Cette alliance devait être accompagnée de la christianisation suivant le rite oriental de la famille régnante en Lituanie et de tous les habitants du Grand Duché encore plongés «dans les ténèbres du paganisme»<sup>4</sup>.

Pourtant cette solution comportait de nombreux désavantages pour les grands seigneurs lituaniens. Tout d'abord, le baptême orthodoxe aurait consolidé la

---

<sup>4</sup> Le texte de l'accord a été publié par L. Čerėpnin dans *Ruskie feodalnye arhivy XIV - XV vekov*, 1<sup>ère</sup> partie, Moskva-Leningrad, 1948, pp. 50 - 51.

situation des princes et des boyards ruthènes à l'intérieur de l'État lituanien et, en fin de compte, les aurait mis sur un pied d'égalité avec les Lituaniens qui constituaient alors la nationalité dominante dans le pays. Étant donné le nombre et la supériorité culturelle des Ruthènes, les Lituaniens appartenant à la classe dirigeante avaient toutes les raisons de craindre une telle éventualité<sup>5</sup>. De plus, ceci n'aurait pas empêché les Teutoniques de continuer leurs guerres offensives contre la Lituanie, car ils considéraient les chrétiens orthodoxes comme des hérétiques qu'il fallait combattre même les armes à la main<sup>6</sup>.

D'un autre côté, la foi romaine apparaissait aux Lituaniens comme l'expression d'une allégeance à l'égard de l'Ordre Teutonique. Car il s'agissait d'accepter non seulement alors sa domination politique, mais également le clergé allemand et l'ensemble du bagage culturel apporté par celui-ci. Or, tout ceci était considéré par les Lituaniens avec une hostilité non dissimulée. Il en était tout autrement lorsqu'il s'agissait de la christianisation du pays à travers la Pologne, christianisation liée avec l'accès du souverain de Lituanie au trône de Pologne, ce qui rehaussait considérablement le prestige du grand duc. En outre, une pareille conversion enlevait à la christianisation de la Lituanie toute apparence d'avoir été effectuée sous la pression de l'étranger<sup>7</sup>. C'est pourquoi elle fut acceptée rapidement et de bonne grâce.

Le premier pas fut franchi aux accords de Krewo, en 1385, quand fut signé le contrat de mariage entre Jagello (qui prit au baptême le nom de Ladislas), grand duc de Lituanie, et Hedvige d'Anjou, reine de Pologne. Depuis lors, l'idée d'une union entre les deux pays avait cheminé sous des formes diverses. On pensa d'abord à une intégration de la Lituanie au Royaume de Pologne. C'est ce que l'on appelait l'«application» des accords de Krewo. Une telle solution était d'ailleurs en accord avec la conception lituanienne de l'État patrimonial. La dynastie lituanienne considérait l'État comme sa propriété et ne voyait donc rien d'extraordinaire à unir les propriétés des époux en un seul État. Jagello en épousant Hedvige d'Anjou insistait, d'ailleurs, pour que la mère de cette dernière, Elisabeth de Bosnie, l'adoptât comme son propre fils<sup>8</sup>. Cette intégra-

<sup>5</sup> Cet aspect de la question lié avec la rivalité de Wilno et de Moscou pour la possession des territoires de la Russie occidentale a été souligné par H. Paszkiewicz, *The Origin of Russia*, London 1954, pp. 233 - 254.

<sup>6</sup> J. Ochmański, *Historia Litwy*, [Histoire de la Lituanie], Wrocław 1967, p. 61.

<sup>7</sup> Voir à ce propos H. Schmittlein, *Facteurs politiques et sociaux dans l'évangélisation de la Lituanie*, dans: *Festgabe Joseph Lortz*, Baden-Baden, 1958, p. 38.

<sup>8</sup> L'acte de Krewo avait été l'objet de vives polémiques encore avant la dernière guerre après la publication d'une étude de J. Adamus, *Państwo litewskie w latach 1386 - 1398* [L'État lituanien de 1386 à 1398], dans: *Księga pamiątkowa I Statutu...*, Wilno 1935. A cette polémique prirent part entre autres H. Łowmiański, *Wcielenie Litwy do Polski w 1386 r.* [L'incorporation de la Lituanie à la Pologne en 1386], «Ateneum Wileńskie», vol. XII, 1937, p. 36 - 145; H. Paszkiewicz, *O genezie i wartości Krewa* [De l'origine et de l'importance de Krewo], Warszawa 1938, p. 356 et suiv., etc. Les polémiques ont été résumées par J. Adamus, *Najnowsza literatura o ak-*

tion pure et simple ne put cependant être réalisée car elle ne correspondait pas à la situation sociale et politique en Lituanie, et dont le trait le plus marquant était la croissance d'activité politique des seigneurs et boyards lituaniens. Cette solution ne répondait pas non plus aux Polonais dont l'organisme politique sous la forme de *Corona Regni* était déjà séparé de la personne royale. C'est pourquoi l'union avec la Lituanie fut réalisée en 1386 par l'élection de Jagello au trône de Pologne.

L'initiative avortée d'une intégration de la Lituanie à la Pologne ne fut qu'un épisode de courte durée, achevé finalement en 1398. Il s'agissait donc de normaliser les liens établis entre les deux États. A partir de l'union de Wilno et Radom (1401) les rapports mutuels entre la Pologne et la Lituanie furent réglés par une série d'accords et d'actes juridiques constituant l'expression d'un rapport changeant des forces en présence en Europe centrale et orientale. Un trait quasi permanent de ces actes restait la communauté de la personne du souverain qui était en même temps grand duc de la Lituanie et roi de la Pologne. Un autre trait caractéristique de tous ces accords doit également être relevé: l'union entre les deux États reposait sur le consentement exprès de leurs couches dominantes. Déjà, en 1413, l'union dite de Horodlo recommandait des *convenciones et parlamenta* qui devaient être tenus ensemble par Lituaniens et Polonais<sup>9</sup>, et l'acte d'union signé à Mielnik en 1501, en soulignant l'importance d'un rattachement plus étroit de la Lituanie à la Pologne, précisait que des diètes communes devaient constituer la base d'une association<sup>10</sup>. Comme on le voit, dès le début du XV<sup>e</sup> siècle, il était clair que l'union, pour être durable, allait devoir reposer non seulement sur les intérêts de la dynastie des Jagellons, mais sur un accord des états privilégiés des deux pays.

#### DE KREWO À L'UNION DE LUBLIN

Le processus, entamé en 1385, devait s'achever presque deux siècles plus tard par l'Union de Lublin<sup>11</sup>. C'est dire qu'il devait certainement exister des oppositions très fortes, capables de freiner l'accomplissement des projets pri-

*cie krewskim* [Les dernières publications concernant l'acte de Krewow], «Wiadomości Studium Historii Prawa Litewskiego U.S.B.», vol. I, 1938 (1939), p. 273 - 316.

<sup>9</sup> *Akta unii Polski z Litwą 1385 - 1791*, [Les documents de l'union polono-lituanienne, 1385 - 1791], publié par S. Kutrzeba et W. Semkowicz, Kraków 1931, n° 49, 50, 51.

<sup>10</sup> *Ibidem*, n° 79, 80, 82.

<sup>11</sup> Le problème de l'union et de son développement historique a été présenté par les historiens russes: M. Dovnar-Zapolskij, *Polsko-litovskaja unija na sejmah do 1569 goda*, dans «Trudy Slavjanskoj Komissii pri Imperatorskom Moskovskom Arheologičeskom Obščestve», vol. I, 1897, p. 28, et d'une façon plus étendue par M. Lubavskij, *Litovsko-russkij sejm. Opyt po istorii učreždenija*, Moskva 1901. En ce qui concerne la littérature scientifique polonaise, il faut mentionner, parmi les travaux de base l'étude historico-juridique de S. Kutrzeba, *Unia Polski z Litwą* [L'union polono-lituanienne], dans: *Polska i Litwa w dziejowym stosunku* [La Pologne et la Li-

mitifs. Cependant, d'autres facteurs, agissant d'une façon permanente, devaient surmonter les obstacles en faisant avancer continuellement le processus de l'union. Il nous faudra donc examiner les uns et les autres un peu plus de près.

Dans les rapports entre la Pologne et la Lituanie, la prépondérance avait toujours été du côté polonais, ce qui ne manquait pas d'inquiéter l'oligarchie assumant en fait le gouvernement en Lituanie. Le dynamisme de la noblesse polonaise se traduisait, entre autres, par la colonisation rapide de la Podlachie par les hobereaux masoviens, ou par les visées des nobles polonais sur la Volhynie et la partie orientale de la Podolie qui faisaient alors partie de la Lituanie. En face de cette expansion les Litvaniens se tenaient sur la défensive, s'efforçant de conserver le monopole des offices et des charges du Grand Duché qui, suivant les privilèges réitérés, ne pouvaient être occupées que par les «indigènes». On veillait aussi à ce que le souverain ne dote pas les nobles polonais de terres à l'intérieur des frontières du Grand Duché. Jusque vers 1560, toutes les initiatives d'un resserrement des liens entre les deux pays provenaient du côté polonais, les Litvaniens continuant de nourrir des inquiétudes à l'égard d'un retour des projets d'une incorporation de leur État au Royaume de Pologne<sup>12</sup>.

Durant ces deux siècles, les Litvaniens considéraient l'union de la façon suivante.

a) Du point de vue de la politique extérieure: la défense du territoire contre les ennemis du Grand Duché constituait un facteur essentiel contribuant à l'union et même — dans les périodes d'une menace de l'invasion ennemie — un facteur de consolidation de cette union. Ainsi, par exemple, le coup porté par le grand duc de la Moscovie, Vassili III, qui avait repris, en 1514, la ville et la province de Smolensk aux Litvaniens, réchauffa chez eux l'idée d'une union plus étroite avec la Pologne. Une fois le danger passé, l'ancien état d'esprit reprit le dessus, état d'esprit provenant d'une méfiance à l'égard des intentions de la Pologne et de la volonté de maintenir la souveraineté nationale de la Lituanie.

b) Du point de vue de l'exploitation de l'union afin d'acquérir des privilèges sur le modèle polonais chaque acte concernant l'union entre les deux États était, généralement suivi ou précédé d'un ou plusieurs privilèges en faveur de la noblesse lituanienne. Parmi ces actes il faut compter également celui qui appelait au trône de Pologne Casimir le Jagellon, déjà grand duc de Lituanie. La noblesse lituanienne se vit alors octroyer le privilège de 1447, ce qui prouve

---

*tuanie dans leurs rapports historiques*], Kraków 1914, pp. 447 - 658. Du point de vue de l'histoire politique c'est O. Halecki qui a présenté le tableau des événements dans son livre *Dzieje unii jagiellońskiej* [*L'histoire de l'union jagellonne*], vol. I - II, Kraków 1919 - 1920, pp. 482 et 385.

<sup>12</sup> En ce qui concerne la défense de la souveraineté lituanienne et de son indépendance politique au XV<sup>e</sup> s. voir B. Dandulis, *Lietuvos kova dėl valstybinio savaranniškumo XV a.* [*La lutte de la Lituanie pour son indépendance au XV<sup>e</sup> s.*], Vilnius 1968, 311 pages.

qu'une concession en faveur de l'union avec la Pologne devait être achetée par prérogatives avantageant les couches dirigeantes du Grand Duché.

Un autre élément encore déterminait le caractère amorphe de l'union polono-lituanienne jusqu'en 1569, en le limitant principalement à une union personnelle. Ce furent les profondes différences de la structure sociale des deux pays et, avant tout, la prépondérance des grands seigneurs lituaniens, qui assumaient dans leur État un gouvernement oligarchique. L'union avec la Pologne, où la noblesse possédait les mêmes droits que les magnats et se taillait une part de plus en plus grande dans l'exécution du pouvoir, menaçait fortement le monopole des membres du Conseil du Grand Duché qui se composait des grands seigneurs lituaniens.

Le séparatisme des Lituaniens avait également pour cause le fait que durant l'union, le souverain commun résidait le plus souvent à Cracovie, ce qui faisait négliger les affaires lituaniennes et provoquait d'amères récriminations de la part des membres du Conseil du Grand Duché. Ceci semble un paradoxe étant donné que l'absence fréquente du grand duc en Lituanie facilitait aux grands seigneurs la concentration du pouvoir dans leurs mains, ce qui leur permettait en même temps de s'enrichir en s'emparant des revenus et des terres grand-ducales. Il ne faut pas oublier cependant que ces mêmes oligarques devaient se sentir frustrés politiquement en sachant leur souverain éloigné et entouré de seigneurs polonais.

En effet, un État monarchique à l'époque ne pouvait s'affirmer qu'en présence permanente du souverain. Les plus hautes fonctions étaient des charges de la cour dont l'autorité et le prestige diminuaient si le centre naturel de cette cour se trouvait éloigné durant des années. C'est ici, entre autres, qu'il faut chercher la cause de l'opposition des grands seigneurs lituaniens à l'union avec la Pologne et les tendances à une consolidation de l'État lituanien.

Les rapports entre la Pologne et la Lituanie, tels qu'ils s'étaient établis sous le règne de Sigismond I (1506 - 1548), finirent par revêtir sous l'apparence d'une union personnelle le caractère d'une alliance militaire. Cette alliance fut, d'ailleurs, conclue le plus régulièrement du monde entre le roi et son conseil royal d'une part et le Conseil du Grand Duché de l'autre, au mois de mars 1532. Toutefois, un pareil état des choses restait par trop imprécis pour pouvoir durer d'une manière stable surtout que la Lituanie ne voulait pas participer dans les guerres menées par la Pologne (comme en 1537 contre la Moldavie), quand elles ne la concernaient pas directement.

Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, la question d'un resserrement de l'union fut posée dans toute son acuité par le courant de la noblesse polonaise groupé en parti dit «de l'exécution de droits de la Couronne». Celui-ci réclamait, entre autres, l'exécution des accords en vigueur entre la Pologne et la Lituanie. On y rattachait le postulat de l'incorporation à la Pologne de la Prusse dite Royale comprenant la Poméranie orientale, qui jouissait, jusqu'à présent, d'une large autonomie, et

qui, malgré l'acte d'incorporation signé solennellement en 1454, avait plutôt le caractère d'un État rattaché à la Pologne par la personne du même souverain régnant. Telle était, du moins, l'interprétation de la situation du côté de la noblesse et des villes de la Prusse. Ces deux questions avaient été placées par la noblesse polonaise au même niveau d'urgence et, depuis la Diète de Piotrków de 1547 - 1548, il ne s'était pas passé une seule diète où l'on n'eût pas débattu le problème de la réalisation de l'union entre les deux États. Du côté polonais, cette réalisation constituait l'application de cette partie du programme «de l'exécution des droits» qui tendait vers une centralisation de cette «République nobiliaire» qu'était devenu le Royaume de Pologne malgré son caractère monarchique. On se réclamait généralement des accords de Krewa en les interprétant comme l'acte de l'incorporation du Grand Duché à la Pologne, qui devait être enfin réalisé. Or, un tel point de vue ne pouvait être accepté par le côté lituanien. C'est pour cette raison que l'union fut définitivement conclue lorsque le programme maximum (incorporation de la Lituanie à la Pologne) eût été remplacé par une solution de compromis sous forme d'une union réelle basée sur l'égalité des droits des parties contractantes.

Cette union réelle était favorisée par les transformations intérieures qui se produisaient alors sur le territoire du Grand Duché. Vers le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, on vit se dessiner très nettement une opposition entre les intérêts des grands seigneurs et de la noblesse moyenne. Le rôle de la diète générale lituanienne, qui se réunissait régulièrement à partir de 1511, avait, à cette époque, considérablement changé. Ayant été d'abord le porte-parole des grands seigneurs, la diète commençait à devenir, peu à peu, une représentation des intérêts de la noblesse entière. Tout comme cela avait lieu en Pologne, cette évolution était favorisée par les «diètes à cheval», c'est-à-dire celles où se présentaient non pas les députés des diétines (*nuntii terrae*), mais toute la noblesse réunie lors de la levée en masse pour l'expédition militaire.

Ajoutons à ce mouvement d'émancipation de la noblesse lituanienne l'influence de la Réforme et l'exemple des nobles polonais groupés dans le parti «de l'exécution des droits». Cependant, même en dehors de ces stimulants, l'ensemble de la noblesse du Grand Duché passait par les mêmes phases de développement que celle des autres pays, en tendant, après avoir conquis des privilèges économiques et sociaux, à la plénitude des droits politiques. Or, cette possibilité s'offrait précisément grâce à l'union avec la Pologne où il semblait que le régime dit de «démocratie nobiliaire» avait réussi à triompher du roi et des magnats<sup>13</sup>. Ces tendances furent encore renforcées par la guerre de Livonie (depuis 1561), les difficultés qu'elle avait entraînées pour la Lituanie et le désir de s'assurer une aide plus efficace de la part de la Pologne. En effet, le Grand Duché était bien

---

<sup>13</sup> Souligné particulièrement par A. Pičeta dans *Litovsko-polskie unii i otnošenje k nim litovsko-russkoj šljahty*, publié dans *Belorussia i Litva*, Moskva 1961, pp. 525 - 550.

trop faible pour pouvoir s'opposer aux menées expansionistes de la Suède, du Danemark et de la Moscovie, qui tous convoitaient cette nouvelle acquisition lituanienne. La Pologne donna son accord à un condominium polono-lituanien en Livonie seulement en 1569 et précisément dans le document sanctionnant l'union avec la Lituanie. Ce retard apporté par les Polonais constituait une forme de pression sur les seigneurs lituaniens engagés dans la guerre livonienne et les engageait à normaliser enfin, en la resserrant, l'union avec la Pologne<sup>14</sup>.

L'évolution de la noblesse lituanienne en ce sens fut plus rapide que les changements d'opinion dans le milieu des grands seigneurs du Grand Duché. En 1562, la noblesse réunie pour une levée en masse, au camp près de Witebsk, se mit en confédération et vota, le 13 septembre, une motion que deux délégués: Jan Chodkiewicz et Melchior Szemiot, présentèrent au roi et grand duc qui résidait alors à Wilno. Dans ce document, les confédérés demandaient à Sigismond-Auguste (1548 - 1572) «[...] que Sa Majesté veuille bien convoquer une diète commune avec les seigneurs polonais et qu'une union soit faite en commun. Ceci surtout pour deux raisons à savoir: pour l'élection d'un seul et même souverain [...] et pour la défense commune, afin que nous puissions tenir diètes ensemble et jouir des mêmes droits et libertés»<sup>15</sup>.

On ne peut explorer l'histoire de l'union polono-lituanienne à l'époque sans se pencher sur la lutte pour l'émancipation politique de la noblesse lituano-ruthène du Grand Duché. En un laps de temps très court (1563 - 1566), cette noblesse remportait dans ce domaine des succès considérables. Tout d'abord, les grands seigneurs devaient renoncer — sous la pression de la masse nobiliaire — aux exemptions juridiques, ce qui permit l'organisation de la justice sur le modèle polonais (les mêmes tribunaux jugeaient nobles et magnats). Ceci donna lieu à une réorganisation du réseau des districts qui constituèrent dorénavant des unités juridiques, administratives et militaires, mais également des unités pour ainsi dire électorales puisque chaque district possédait une diétine qui déléguait deux députés de la noblesse à la Diète générale<sup>16</sup>. Ce processus d'émancipation politique fut couronné par l'amendement de Brześć au II<sup>e</sup> Statut lituanien, lequel, en codifiant les conquêtes susdites, introduisait également la liberté d'aliénation des biens héréditaires, comme cela se pratiquait en Pologne.

En même temps, furent abolies les dernières lois discriminatoires concer-

<sup>14</sup> Cela a été dernièrement l'objet d'une étude de l'historien esthonien Enno Tarvel, *Stosunek prawnopanstwowy Inflant do Rzeczypospolitej oraz ich ustroj administracyjny w latach 1561 - 1621* [La situation juridique de la Livonie à l'égard de la République polono-lituanienne et son régime administratif durant les années 1561 - 1621], «Zapiski Historyczne», vol. XXXIV, 1969, n° 1, pp. 49 - 78.

<sup>15</sup> Voir O. Halecki, *Sejm obozowy szlachty litewskiej pod Witebskiem w 1562 r.* [La diète de la noblesse lituanienne réunie au camp militaire près de Witebsk en 1562], «Przegląd Historyczny», vol. XVII, 1913 (1914), pp. 320 - 352.

<sup>16</sup> I. Lappo, *Velikoe Kniazestvo Litovskoe vo vtoroj polovine XVI stoletia*, vol. I: *Litovsko-russkij povet i ego sejmik*, Juriev 1911, pp. 25 - 60.

nant les seigneurs et les nobles orthodoxes du Grand Duché. A la vérité, ces limitations juridiques n'étaient plus observées depuis longtemps. Le roi Sigismond-Auguste y voyait un pas de plus vers l'union avec la Pologne dont il était un partisan actif et décidé. En octroyant, en 1563, le privilège conférant l'égalité absolue devant la loi des Ruthènes orthodoxes, il annonçait qu'il allait le compléter à la diète commune du Royaume de Pologne et du Grand Duché de la Lituanie qui devait prochainement se réunir pour débattre la question de l'union. En confirmant et en précisant ce privilège, en 1568, Sigismond-Auguste déclarait que «cette nation ruthène est favorable et prête avec ses frères lituaniens à une union commune et fraternelle avec la Pologne, elle la désire, s'y prépare et la veut». Remarquons que le texte du privilège était rédigé précisément en ruthène. D'autre part, les progrès réalisés par la Réforme en Pologne y avaient renforcé la tolérance religieuse. Les députés protestants avaient la majorité à la Diète depuis 1555 environ. Tout cela ne manquait pas d'influencer l'attitude des nobles et des seigneurs orthodoxes jusqu'alors méfiants et réservés envers le Royaume de Pologne et une union définitive des deux États<sup>17</sup>.

Cet aspect du mûrissement de l'union n'a pas toujours été traité par les historiens avec suffisamment d'attention. Les chercheurs polonais aussi bien que russes se sont autosuggestionnés en déclarant — les uns avec fierté, les autres en condamnant sévèrement — que ce fut précisément l'union de Lublin qui avait préparé l'union religieuse de Brześć (Brest-Litovsk), qui devait mettre fin au schisme orthodoxe en État polono-lituanien en ramenant ses fidèles au sein de l'Église catholique. En fait, l'union de Brześć de 1596 fut l'oeuvre de la Contre-Réforme et constituait une rupture avec l'idée maîtresse de l'union de Lublin qui était fondée sur l'égalité des droits des nobles: Polonais, Lituaniens, Ruthènes, appartenant à des confessions différentes. La tolérance religieuse facilita la réalisation de l'union polono-lituanienne et favorisa, dans une large mesure, l'acceptation de l'incorporation à la Pologne de la Volhynie et des territoires en deçà du Dniéper par la noblesse orthodoxe de l'Ukraine. L'union de Brześć, en engendrant une scission religieuse, entraînait des tensions et des antagonismes, qui devaient, plus tard, se répercuter dans les révoltes cosaques et les soulèvements populaires en Ukraine si néfastes pour l'État polono-lituanien.

---

<sup>17</sup> L'étude la plus complète de cette question a été faite par K. Chodyncki, *Geneza równouprawnienia schizmatyków w Wielkim Księstwie Litewskim. Stosunek Zygmunta-Augusta do wyznania grecko-wschodniego* [L'origine de l'égalité des droits des schismatiques dans le Grand Duché de Lituanie. L'attitude de Sigismond-Auguste à l'égard de la confession greco-orientale], «Przegląd Historyczny», vol. XXII, 1919 - 1920, pp. 54 - 135. L'auteur a utilisé les travaux plus anciens de W. Czermak et de W. Kamieniecki en prenant position à l'égard des conclusions émises par ces historiens.

## L'UNION DE LUBLIN DE 1569

On s'accorde généralement sur le fait que les transformations institutionnelles du régime social et politique du Grand Duché de Lituanie avaient aboli les principaux obstacles à une union plus étroite des deux États. Cette union était devenue une affaire de temps et de conditions dans lesquelles elle allait s'effectuer. Ce sont précisément ces conditions qui furent le sujet des principaux débats aux diètes de Pologne et de Lituanie. Alors que du côté polonais on revenait à l'idée d'une incorporation de la Lituanie au Royaume de Pologne, les représentants du Grand Duché restaient fermement attachés à la conception d'une union sur un pied d'égalité. C'est à la Diète dite «d'exécution» (1563 - 1564), à laquelle était présente une délégation lituanienne venue spécialement discuter de la question de l'union, qu'eut lieu une confrontation générale des opinions. Du côté polonais on soulignait avec force que l'union a pour but «qu'il y ait un seul souverain, un seul ensemble d'offices et charges, une seule diète, un conseil commun [...] de sorte, que sans l'assentiment de la diète du Royaume rien ne peut pas être statué en Lituanie»<sup>18</sup>. C'est dans cet esprit qu'on proposa à la délégation lituanienne un projet, qui fut repoussé<sup>19</sup>.

Les plus chauds partisans d'une incorporation pure et simple se trouvaient parmi les députés du parti «exécutionniste». Certains d'entre eux avançaient même le projet d'abolir jusqu'au nom de «Lituanie» et de le remplacer par celui de «Nouvelle Pologne». Par contre, le sénat polonais avait pris une attitude moins extrême, plus portée vers un compromis. C'est dans le sénat que le roi Sigismond-Auguste avait trouvé un appui pour ses efforts qui tendaient — comme on le sait — à réaliser l'union sur une base de compromis. On peut donc affirmer que la forme finale de l'union polono-lituanienne, telle qu'elle fut proclamée le premier juillet 1569 à Lublin, lui avait été conférée par le sénat polonais et le souverain, alors que, du côté lituanien, ce furent les pressions répétées de la noblesse, qui brisèrent l'opposition de la majorité des magnats du Grand Duché, tout en rejetant le programme maximum des députés polonais du parti «exécutionniste».

Le cours des débats de la diète de Lublin, fixée au 23 décembre 1568 et dont la première séance eut lieu seulement le 10 janvier 1569, est bien connu. Deux questions essentielles furent l'objet de discussions animées étant donné les divergences d'opinion entre Polonais et Lituanais. Il s'agissait première-

<sup>18</sup> *Źródlopisma do dziejów unii* [Sources pour l'histoire de l'union], II<sup>e</sup> partie sect. II, Poznań 1856, pp. 328 - 329.

<sup>19</sup> Les divergences entre les parties observées au cours de cette diète ont été décrites d'une façon imagée par le nonce du pape en Pologne, Commendon, qui, dans son rapport à la curie romaine, écrit: «*Lithvani vellent esse duo corpora in unum coniuncta, ut quasi matrimonium copulata Litvania et Polonia duo essent in carne una; Poloni vellent ut commiserentur hac provinciae et abscerent in unum corpus*». (Je cite d'après J. Adamus, *Lituanie et Pologne*, «Monde Slave», octobre 1928, p. 153.)

rement de l'abolition du système des doubles charges dans le futur État polono-lituanien (jusqu'alors le Royaume et le Grand Duché possédaient deux hiérarchies des offices centraux indépendantes). Les états du Royaume étaient pour l'abolition, et les Lituanien contre. La seconde question était de savoir si, après l'union, à côté de la diète commune polono-lituanienne, des diètes particulières à la Pologne et à la Lituanie allaient continuer à fonctionner.

Quant aux difficultés concernant la modalité de l'élection d'un même souverain, elles furent éliminées par Sigismond-Auguste, qui avait renoncé, encore au cours de la diète de 1564, à ses droits de succession au trône de Lituanie en les reportant sur le Royaume de Pologne. Les Lituanien en furent déçus et prétendaient qu'il aurait dû le faire en leur faveur, ce qui les aurait mis d'emblée sur un pied d'égalité avec la Pologne. Ils étaient d'autant plus ombrageux à cet égard que l'année même, un noble polonais, Stanisław Orzechowski, avait, dans son oeuvre intitulée *Quincunx* . . ., opposé les libertés dont jouissait le gentilhomme polonais qui élisait son roi à l'état du sujétion du Lituanien asservi à son souverain héréditaire. Cette dissertation avait considérablement irrité les seigneurs et la noblesse de Lituanie.

Les délégués du Grand Duché exigeaient que le souverain fût élu également par la noblesse du Grand Duché, mais réunis à part, et que cette élection eût lieu à la frontière. Toutes ces conditions ainsi que d'autres, d'importance toute formelle, avaient pour but d'affirmer l'égalité des droits du Grand Duché et de sa personnalité politique dans le nouvel État polono-lituanien.

Faute de pouvoir s'être mis d'accord, les Lituanien quittèrent secrètement la ville de Lublin, le premier mars 1569. Les députés et sénateurs de Royaume en profitèrent pour voter — à titre répressif — l'incorporation si longtemps attendue de la Podlachie et de la Volhynie avec la partie orientale de Podolie (21 et 26 mars). Au début de juin, sur la motion des députés volhynien, on y joignit également toute la région de Kiev, afin de protéger la Volhynie des Tartares. Cette annexion souleva une opposition de la part de nombreux députés du Royaume, qui étaient contraires à une extension aussi considérable des frontières vers l'est et à un accroissement des dépenses militaires. Il faut reconnaître cependant que cette mesure n'était que la conséquence logique de l'incorporation récente de la Volhynie et de la Podolie orientale (région de Braclav)<sup>20</sup>.

Au début de juin 1569, les membres du Conseil du Grand Duché et les délégués lituanien revinrent à Lublin. Ce retour n'était pas causé — comme on le dit souvent — par la pression exercée sur les magnats lituanien par l'incorporation de la Volhynie et de la Podlachie à la Couronne de Pologne. En effet, les Lituanien réussirent à différer la prestation du serment de fidélité de la

---

<sup>20</sup> La question a été traitée en détail par O. Halecki, *Przylączenie Podlasia, Wołynia i Kijowszczyzny do Korony w r. 1569* [La réunion de la Podlachie, de la Volhynie et de la région de Kiev à la Couronne de Pologne en 1569], Kraków 1915, p. 248.

noblesse de Volhynie à la Couronne jusqu'à la fin du mois de mai, et cela malgré des lettres de convocation royales, adressées à plusieurs reprises aux gentils-hommes volhyniens leur enjoignant de prêter ce serment dans les plus brefs délais. Une pression beaucoup plus efficace fut celle de la noblesse de Lituanie et de Biélorussie qui, au cours de la réunion à Wilno, vers le 20 mars, a décidé de continuer les négociations sur la question de l'union. C'est à Wilno aussi que fut dressé un contre-projet de l'union qui allait être opposé à la motion concernant l'union votée le 24 mars par la diète du Royaume, en absence des députés lituaniens et des seigneurs-membres du conseil du Grand Duché.

Pour se rendre compte des activités des représentants de la noblesse du Grand Duché, il suffit de lire la lettre d'Andrzej Wolan, homme de confiance des Radziwiłł, qui avait été envoyé à Lublin après le départ des députés lituaniens. Wolan avait été chargé de se rendre compte de la situation à Lublin et de présenter à Sigismond-August le point de vue des grands seigneurs lituaniens. Dans sa lettre datée du 31 mai, il écrivait à Nicolas le Roux prince Radziwiłł, en lui conseillant de ne pas revenir à Lublin: «car Votre Seigneurie n'y pourra plus rien, n'ayant point sur qui s'appuyer. Car pour ce qui est de la fidélité et de la fermeté de la populace, Votre Seigneurie peut s'en rendre compte soi-même [...]»<sup>21</sup>. Comme on le voit, les seigneurs lituaniens devaient être passablement isolés puisque la noblesse, que Wolan qualifie dédaigneusement de «populace», avait adopté une attitude différente, en se prononçant pour l'union avec la Pologne.

Finalement, les débats furent repris le 6 juin et aboutirent à une solution de compromis. Le 27 juin 1569 fut voté l'acte de l'union.

Les documents de l'union de Lublin établis par les deux diètes (celle du Royaume de Pologne et celle du Grand Duché) le 1<sup>er</sup> juillet, et par le roi le 4 juillet, possédaient une teneur identique et avaient été rédigés en polonais. Ils commençaient par adopter et énoncer le principe suivant: «Attendu que le Royaume de Pologne et le Grand Duché de Lituanie forment un corps unique et indivisible, de même unique et indivisible est la *Respublica* commune, qui, des deux États et nations, en un seul État et un seul peuple s'est jointe et unie [...]»<sup>22</sup>. Cette déclaration de principe allait plus loin et promettait bien plus que la teneur des articles qui suivaient. C'est pour cette raison qu'on ne peut pas tirer des conclusions de l'acte de l'union en s'appuyant seulement sur le texte du préambule, mais qu'il faut étudier le document dans son ensemble.

L'acte de l'union confirmait que le Grand Duché était maintenu «dans son titre, ses honneurs, privilèges, charges et offices ainsi que dans les franchises nobiliaires» ce qui soulignait que, dans le cadre de l'union, il conservait sa personnalité politique. C'est l'élection commune du souverain qui devait

<sup>21</sup> S. Kot, *Gniewy o unię* [Ressentiments provoquées par l'union], dans: *Studia historyczne ku czci Stanisława Kutrzeby*, vol. II, Kraków 1938, pp. 363 - 364.

<sup>22</sup> *Akta unii...* [Les documents de l'union. ...], n° 148, 149 et 151.

assurer la stabilité et la pérennité de l'union. Cette élection concernait du même fait le choix du roi de Pologne et du grand duc de Lituanie, de sorte qu'il n'était plus nécessaire de l'élever au trône grand-ducal de Wilno. Les droits et lois des deux nations allaient dorénavant être confirmés par un même document.

Un autre élément fondamental de cette nouvelle unité devait être constitué par des diètes communes tenues à Varsovie. A ce propos on ne manquera pas de remarquer le lien direct entre l'union et l'importance croissante de Varsovie sur le point de devenir la capitale du nouvel État polono-lituanien. Il fut également stipulé que l'on ne devait tenir des diètes différentes pour le Royaume et le Grand Duché. A la diète commune les dignitaires lituaniens jouissant de ce droit (à savoir les évêques, palatins, le staroste de Samogitie, les castellans et les ministres à l'exception cependant des «maréchaux» du grand duc, des princes et des seigneurs faisant partie du Conseil grand-ducal) devaient siéger au sénat avec les sénateurs du Royaume, alors que les députés lituaniens iraient rejoindre ceux du Royaume à la Chambre des députés commune. La limitation d'une représentation des magnats lituaniens raffermissait la position des députés de la noblesse élus aux diétines locales, qui — comme nous l'avons déjà mentionné — venaient justement d'être créées.

L'autonomie du Grand Duché se traduisait par le maintien du système des offices centraux lituaniens, d'une armée et d'un trésor propres. Comme l'avait déjà remarqué Oskar Halecki, «on avait créé un seul pouvoir législatif dans une diète commune, en conservant un double pouvoir exécutif à travers des offices séparés»<sup>23</sup>. La monnaie devait être la même, mais battue dans chacun des États avec un poinçon propre à chacun d'eux. La Lituanie conservait ses privilèges et son propre système juridique.

Le système juridique instauré à Lublin constituait une union dite «réelle», puisque cette union reposait non plus seulement sur la personne du souverain mais sur la diète, qui toutes les deux étaient communes. Cette opinion de S. Kutrzeba<sup>24</sup> rejoignait celle de l'historien russe M. Lubavskij<sup>25</sup>, lequel appelait l'union de Lublin une «union féodale et représentative» en insistant sur la communauté de l'institution fondamentale, c'est-à-dire de la diète. L'historien soviétique, V. Pičeta jugeait le problème d'une façon plus générale, lorsqu'il qualifiait la Pologne telle qu'elle apparaissait après 1569 d'une nouvelle forme d'État «du type féodal-fédératif»<sup>26</sup>.

La science polonaise présentait des divergences permanentes quant aux jugements portés sur l'union. Ainsi, O. Halecki était d'avis que, fondée sur l'union réelle de Lublin (en quoi il était d'accord avec Kutrzeba) la fédération

<sup>23</sup> O. Halecki, *Dzieje unii...* [L'histoire de l'union...], vol. II, p. 340.

<sup>24</sup> S. Kutrzeba, *Unia Polski z Litwą...* [L'union polono-lituanienne...], p. 655.

<sup>25</sup> M. Lubavskij, *Litovsko-russkij sejm...*, pp. 847 - 850.

<sup>26</sup> V. Pičeta, *Polša na putiah kolonizaciji Ukrainy i Belorussi. Lublinskaja unija i jej političeskie posledstvija*, dans: *Belorussia i Litva...*, pp. 562 - 563.

polono-lituanienne était restée inachevée puisqu'elle n'avait pas formé des terres de la Ruthénie une unité politique distincte au même titre que la Pologne et la Lituanie<sup>27</sup>. Dans ce même ordre d'idées S. Zakrzewski analysait l'histoire de l'union<sup>28</sup> et polémisait avec M. Bobrzyński lequel représentait le courant unitaire<sup>29</sup>. Ce même courant avait trouvé un partisan déclaré en la personne de O. Balzer d'après lequel depuis 1569, tout l'État polono-lituanien constituait du point de vue juridique une unité. La Lituanie n'en était qu'une province, dont cet État se composait «au même titre que la Grande ou la Petite-Pologne»<sup>30</sup>. Cette idée fut développée par L. Kolankowski, qui critiquait l'union de Lublin comme «ayant malheureusement déformé le vieux postulat de l'unité de l'État» particulièrement en ayant maintenu le dualisme de l'administration. En poursuivant ce raisonnement, L. Kolankowski estimait que «par suite d'un compromis malheureux avec l'opposition des seigneurs lituaniens, on créa une source de faiblesse pour l'avenir et toute l'oeuvre fut dès le début entachée d'inachèvement»<sup>31</sup>. Un tel jugement se répétait encore récemment, sans doute comme l'expression d'une nostalgie politique<sup>32</sup>, vu que, du point de vue scientifique, la justesse des appréciations de Kutrzeba, Lubavskij et Pičeta sur la nature de l'union consacrée à Lublin ne fait pour nous aucun doute. Il faut remarquer d'autre part que l'historien lituanien du problème A. Šapoka — bien que soulignant assez unilatéralement l'indépendance de la politique lituanienne même après 1569 — admettait néanmoins, que l'organisation politique créée à Lublin constituait un *Staatenbund* avec les éléments du pouvoir fédératif<sup>33</sup>.

L'union de Lublin avait créé une fédération nobiliaire composée de deux membres à part entière: le Royaume de Pologne et le Grand Duché de Lituanie. A la base juridique de cette fédération se trouvait une union fondée sur une communauté des pouvoirs suprêmes: du roi et de la diète. Ajoutons que l'élection du roi était également commune ce qui empêchait l'union de se dissoudre à l'épo-

<sup>27</sup> O. Halecki, *Dzieje unii...* [L'histoire de l'union...], vol. II, pp. 336 et suiv., ainsi que le même auteur, *Idea jagiellońska* [L'idée jagellonne], «Kwartalnik Historyczny», vol. LI, 1937, n° 1/2, pp. 23 et suiv.

<sup>28</sup> S. Zakrzewski, *Zagadnienia historyczne* [Problèmes d'histoire], vol. II, Lwów, 1936, p. 224.

<sup>29</sup> M. Bobrzyński, *Dzieje Polski w zarysie* [Histoire brève de la Pologne], 4<sup>e</sup> éd., vol. I, pp. 79 - 80.

<sup>30</sup> O. Balzer, *Tradycja dziejowa unii polsko-litewskiej* [La tradition historique de l'union polono-lituanienne], Lwów 1919, p. 16.

<sup>31</sup> L. Kolankowski, *Polska Jagiellonów* [La Pologne des Jagellon], Lwów 1936, p. 5 et p. 326.

<sup>32</sup> Cf. S. Kościałkowski, *Rzeczpospolita obojga narodów 1569 - 1795* [La République des deux nations 1569 - 1795], «Alma Mater Vilnensis», vol. III, London 1953, p. 68.

<sup>33</sup> A. Šapoka, *Lietuva iz Lenkija po 1569 metų unios, jų valstybinių santykių broužai* [La Lituanie et la Pologne après 1569. Détermination des rapports entre les deux États], Kaunas 1938, pp. XX, 394, résumé en allemand.

que des interrègnes. Les institutions communes, bien que moins nombreuses que celles qui restèrent propres à chacun des membres de la fédération, possédaient une importance décisive et assuraient un fonctionnement généralement satisfaisant de la fédération. On s'en rendait, d'ailleurs, compte déjà à l'époque. Ainsi, Jerzy Ossoliński, en s'adressant encore, en 1652, aux députés de la diète, disait: «Notre République [...] composée d'un si grand nombre de nations, ne garde son unité que grâce à l'autorité inébranlable de la diète».

#### LE FONCTIONNEMENT PRATIQUE DE L'UNION DEPUIS 1569

La forme finalement adoptée à Lublin pour la fédération polono-lituanienne constituait un compromis assurant la stabilité politique d'une union établie dans l'intérêt de la noblesse des deux nations, et garantissant, en même temps, l'autonomie intérieure du Grand Duché dans le cadre d'un État pluri-national. Cette autonomie intérieure, en dehors des éléments institutionnels prévus par le document même de l'union, se traduisait par le fonctionnement pratique de la fédération. C'est ainsi qu'on maintint longtemps après 1569 une institution dont la conservation avait été objet des exigences des Lituaniens: des réunions générales de la noblesse lituanienne, appelées *convocationes*, qui constituaient une sorte de diètes pour le Grand Duché<sup>34</sup>. C'est pendant une de ces *convocationes* que fut votée, entre autres, la codification des lois du Grand Duché sous le nom du III<sup>e</sup> Statut lituanien. Ce Statut, voté en 1588, ne fait aucune mention des liens entre le Grand Duché et le Royaume. Seul le décret de Sigismond III Vasa (1587 - 1632) qui faisait entrer en vigueur ce Statut précisait, que «ce nouveau Statut ne peut en aucune façon porter préjudice ou offenser en quoi que ce soit les liens et les engagements de l'union». Ce fait a incité I. Lappo et quelques historiens lituaniens à tirer des conclusions un peu trop hâtives concernant la vitalité du séparatisme lituanien, alors, qu'en fait l'union polono-lituanienne continuait à se resserrer malgré diverses frictions<sup>35</sup>.

Au cours de la période qui suivit immédiatement la proclamation de l'union de Lublin, les seigneurs lituaniens ne mettaient pas en question l'union elle-même. Ils s'efforçaient, par contre, de renforcer la représentation lituanienne au sein du sénat commun et, avec la noblesse, exigeaient une participation égalitaire à l'élection du roi de la Pologne qui était en même temps le grand duc de la Lituanie. D'autre part, les Lituaniens tendaient à recouvrer les territoires incorporés à la Pologne en 1569. Les seigneurs et les nobles lituaniens luttèrent pour

<sup>34</sup> A. Šapoka, *Die aondertagungen der lituanische Stände nach der lubliner Union von 1569* dans: *Litt. Soc. Estoniae XXX. Liber saecularis*, Dorpat (Tallinn) 1938, p. 700 - 716 et dernièrement, H. Wisner, *Konwokacja wileńska. Z dziejów parlamentaryzmu litewskiego za czasów Zygmunta III* [La convocation de Vilno. Contributions à l'histoire du parlementarisme lituanien du temps de Sigismond III], «Czasopismo Prawno-Historyczne», vol. XX, 1968, n° 2, pp. 75 - 80.

<sup>35</sup> I. Lappo, *Litovskij Statut 1588 goda*, vol. I: *Issledovanie*, 2<sup>e</sup> partie, Kaunas 1936.

une égalité politique à part du Grand Duché dans ses rapports avec le Royaume, mais dans le cadre de la fédération<sup>36</sup>. Ils obtinrent, entre autres, que, une fois sur trois, la diète ait lieu sur le territoire lituanien, ce qui souleva même une opposition de la part de la noblesse polonaise.

Mais les conflits entre le Royaume et le Grand Duché, suscités de temps à autre par leurs intérêts opposés, ne tendaient nullement, même au XVII<sup>e</sup> siècle, à l'abolition de l'union, mais bien à la défense des intérêts de chacune des parties. C'est pourquoi on ne peut que souligner la justesse de la conclusion de Jan Seredyka, qui a particulièrement étudié l'un de ces conflits: «[...] malgré les litiges et querelles, malgré des récriminations réciproques, la noblesse du Royaume aussi bien que celle de la Lituanie considéraient fermement la fédération polono-lituanienne comme un modèle idéal de l'État»<sup>37</sup>.

#### LES CONSÉQUENCES HISTORIQUES DE L'UNION DE LUBLIN

L'union signée à Lublin avait été, tout d'abord, une union de la noblesse des deux États. Ce fait avait entraîné des conséquences déterminées, analysées plus particulièrement par le plus éminent des historiens ukrainiens, Myhaïlo Hruševskij. Ce savant estimait que le point crucial de la lutte pour l'union résidait dans le fait «que la noblesse du Grand Duché de Lituanie, désirant étendre ses privilèges à la mesure de ceux de la noblesse polonaise, tendait à une union la plus étroite possible avec la Pologne, en marchant, en cela, la main dans la main avec les hommes politiques polonais. Les intérêts de classe triomphaient des antagonismes politiques et nationaux [...] car, du point de vue de ces intérêts, il n'y avait aucune différence entre un gentilhomme ruthène [ou un gentilhomme lituanien — *ж. Б.*] et un noble polonais»<sup>38</sup>.

Les conséquences de l'Union de Lublin furent différentes pour la Pologne, pour la Lituanie aussi bien que pour les terres ruthènes. Il est inexact de dire que la Pologne seule tirait profit d'un tel état de choses, comme il est injuste d'affirmer que, par son extension vers l'est, elle eut à déplorer, tout compte fait, seulement des pertes. Car le système politique instauré en 1569 sur les bords de la Vistule, du Niémen et du Dniéper avait de bons et de mauvais côtés pour toutes les nations intéressées<sup>39</sup>.

<sup>36</sup> F. Leontovič, *Litovskie gospodari i centralnye organy upravlenja do i posle Ljublinskoj Unii*, «Juridičskie Zapiski», Jaroslavl, 1908. n° 1.

<sup>37</sup> J. Seredyka, *Konflikt między Koroną a Litwą w 1627 roku [Le conflit entre la Pologne et la Lituanie en 1627]*, «Zeszyty Naukowe Wyższej Szkoły Pedagogicznej w Opolu. Historia», vol. VI, 1967, pp. 141 - 142.

<sup>38</sup> M. Hruševskij, *Istoria Ukrainy-Rusy*, vol. V, Lwów 1905, p. 23.

<sup>39</sup> En ce qui concerne l'historiographie polonaise, les conséquences de l'union ont été analysées par S. Kutrzeba dans son étude *Charakter i wartość unii polsko-litewskiej [Caractère et valeur de l'union polono-lituanienne]*, dans: *Księga pamiątkowa I Statutu...*, Wilno 1935, pp. 1 - 14. Du côté soviétique le sujet a été traité par V. Pičeta (voir la note 26).

Il apparut assez vite que l'union avec la Pologne n'avait pas réussi à affaiblir la caste puissante des magnats en Lituanie est en Ruthénie. Bien au contraire, grâce, entre autres, à l'incorporation au Royaume de la Volhynie et de l'Ukraine, les grands seigneurs polonais qui avaient dû s'incliner, à maintes reprises, au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, devant le roi ou la noblesse, renforcèrent leur position et bientôt s'allièrent par de nombreux mariages aux puissantes familles des magnats lituaniens et plus particulièrement — ruthènes. En même temps, ces derniers, tout en se polonisant briguaient les plus hautes charges de la Couronne. On connaît assez les conséquences historiques de l'accroissement de l'influence des magnats, notamment dans le domaine de l'affaiblissement de l'organisation de l'État et leur opposition au progrès social et politique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, pour qu'il soit besoin de s'y arrêter plus longuement.

En second lieu, l'incorporation de l'Ukraine et la fédération avec la Lituanie eurent pour effet d'entraîner la Pologne dans de longues guerres très coûteuses avec la Russie. De plus, cette situation fit naître de nombreuses occasions de conflits avec l'Empire Ottoman. L'élection d'Étienne Bathory (1576 - 1586), qui était un vassal du sultan en sa qualité de prince de Transylvanie, ne put neutraliser ces effets néfastes que pour un laps de temps très court. La présence polonaise sur les immenses territoires du sud-est eut comme une des conséquences les insurrections cosaques, qui se répétaient à partir de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et affaiblissaient l'État. Ces soulèvements se transformèrent en une révolte générale des cosaques et des paysans ukrainiens en 1648, qui fut à la base de l'éclipsage de la puissance de la *Respublica* polono-lituanienne.

En considérant les choses du haut de notre époque, on est en droit d'affirmer que l'expansion de la Pologne vers les territoires de l'est s'est soldée — en général — par un échec. Ainsi furent gaspillées des ressources d'énergie, d'activité politique, d'esprit d'entreprise, qui auraient pu être employées avec plus de succès ailleurs. On peut penser que toutes ces énergies auraient mieux servi à une intensification des divers domaines de la vie intérieure de la nation, ou encore à la reprise de la Silésie des mains des Habsbourg, en mettant à profit la Guerre de Trente Ans. Dans ce dernier ordre d'hypothèses, il serait cependant assez aléatoire de prétendre que pareille politique étrangère eût pu être menée à bien par Sigismond III Vasa, allié fidèle des Habsbourg.

Néanmoins, un jugement exclusivement négatif de l'expansion et de l'oeuvre polonaise dans les territoires de l'est risque d'être unilatéral. La culture polonaise s'étendant à la Lituanie et à la Ruthénie — et, à travers cette dernière prenant contact avec l'Orient turco-tartare — a certainement enrichi son patrimoine d'éléments nouveaux et de talents précieux. Quant à ces derniers il suffit de mentionner les noms de Kościuszko, Mickiewicz et Słowacki.

Réciproquement, les rapports mutuels ont non seulement considérablement enrichi la culture lituanienne, biélorussienne et, la plus vive d'entre elles, à l'époque, celle de l'Ukraine, mais ont également influencé d'une manière vivi-

fiance le développement des relations culturelles entre la Pologne et la Russie. N'oublions pas que, jusqu'à l'époque de Pierre I<sup>er</sup>, la Pologne avait été un relais important à travers lequel et par l'intermédiaire duquel s'opérait en Russie la réception de la culture occidentale. Ce fait ne pouvait manquer d'établir entre les deux pays un lien d'une importance non négligeable comme en témoignent les recherches historiques russes et soviétiques<sup>40</sup>.

La perte des couches supérieures de la société, qui s'étaient volontairement polonisées, eut certainement des effets négatifs pour les peuples lituanien et ruthène, puisque ce phénomène les privait à l'époque de leurs dirigeants naturels. D'un autre côté, rien ne prouve que, si l'histoire de ces peuples s'était déroulée sans l'intervention de la Pologne, et celle-ci eût été remplacée par l'Ordre Teutonique ou bien par la Moscovie, ces mêmes couches dirigeantes auraient résisté à une dénationalisation.

#### L'UNION POLONO-LITUANIENNE SUR LE PLAN D'HISTOIRE COMPARÉE

L'union polono-lituanienne comparée aux autres unions de l'époque constitue un sujet à peine effleuré par les historiens. C'est, d'ailleurs, une des raisons pour lesquelles on continue à considérer la conclusion de l'union de Lublin comme un événement unique dans l'histoire de l'Europe. Pourtant, précisément à la même époque, des unions, surtout fondées sur des liens personnels ou dynastiques, étaient passablement nombreuses. Il semble qu'on puisse parler d'un caractère particulier de l'union polono-lituanienne seulement à partir de 1569, quand elle reflétait les traits caractéristiques du régime institutionnel de la Pologne nobiliaire, laquelle constituait véritablement une sorte d'exception dans l'Europe d'alors aux tendances absolutistes.

On peut donc observer le fonctionnement de certains facteurs permanents favorisant la formation de monarchies allant des États composés (en allemand: *Staatstaaten*) jusqu'aux États centralisés dans l'Europe de l'Ancien Régime. Malheureusement l'historiographie n'a pas encore su entreprendre des analyses approfondies en comparant les différentes formes de liens institutionnels rattachant les États qui s'étaient unis en Europe durant le bas Moyen-Age et à l'époque moderne.

En ce qui concerne l'historiographie polonaise, seule l'union de Kalmar (1397) signée contemporanément avec l'union polono-lituanienne par le Danemark, la Suède et la Norvège, a fait l'objet d'une étude comparative entreprise

---

<sup>40</sup> Cf. A. Sobolevskij, *Perevodnaja literatura Moskovskoj Rusi XIV - XVII vv.* Petersburg 1903, et, récemment, A. Rogov, *Russko-polskie kulturnye svjazi v epohu Vozroždenija (Stryj-kovskij i ego Kronika)*, Moskva 1966., 308 pages.

par O. Halecki<sup>41</sup>. L'auteur y a souligné les ressemblances en ce qui concerne le rôle joué par les grands seigneurs dans l'histoire des deux unions, ainsi que les intérêts opposés de ces seigneurs et du souverain, ce qui entraînait des conflits fréquents entre ces deux forces en présence. De même, les deux unions avaient été conclues pour faire face à un danger extérieur. Comme le démontre dans son *Histoire du Danemark* K. Górski, «l'union polono-lituanienne avait été conclue afin de pouvoir s'opposer à la puissance militaire de l'Ordre Teutonique, et l'union de Kalmar était dirigée contre la Hanse»<sup>42</sup>. Mais l'union polono-lituanienne s'était renforcée au cours du XVI<sup>e</sup> siècle, alors que l'union de Kalmar s'était désagrégée au cours des années vingt de ce même siècle. Les répressions ordonnées par le roi du Danemark, Christian II, à l'égard des Suédois (le «bain sanglant de Stockholm» de 1520) eurent une conséquence néfaste pour l'union. Dans cet ordre de choses, la politique des deux derniers Jagellon consistant à adoucir les contradictions existantes s'avéra bien plus fructueuse.

Alors que le document de Krewa admettait — comme on le sait — l'incorporation de la Lituanie à la Pologne, l'union de Kalmar fut d'emblée basée sur l'égalité juridique des trois États qui la composaient. Pourtant, le développement des rapports mutuels sur les rives de la Vistule et du Niémen aboutit à la reconnaissance d'une égalité des droits des deux partenaires contrairement à ce qui se produisit dans les pays scandinaves. Là, la noblesse danoise, la plus puissante, entreprit de soumettre à son influence la Suède et la Norvège tout en prétendant respecter leurs droits. Ces tentatives eurent pour effet de soulever l'opposition des villes et des paysans libres en Suède, ce qui donnait au mouvement séparatiste suédois une large base sociale. Par contre, les tendances séparatistes dans le Grand Duché de Lituanie étaient le fait d'un nombre restreint de magnats qui ne réussirent jamais à gagner des appuis suffisamment étendus dans leur pays. Ces différences primordiales décidèrent en fin de compte du fiasco de l'union de Kalmar et du succès de la fédération polono-lituanienne.

En poursuivant nos recherches dans ce domaine, il nous reste encore à étudier les causes des échecs auxquels aboutirent les tentatives d'unions entre la Pologne et les pays danubiens. L'union entre la Pologne et la Hongrie, conclue en 1370, renouvelée et continuée par le fils de Ladislas Jagello, ne réussit jamais à gagner l'appui de la noblesse polonaise. Les possibilités d'une union entre la Pologne et les pays gouvernés par des membres de la dynastie des Jagellon dans le bassin du Danube ne furent jamais exploitées. Le rapprochement est symptomatique: au nord succès à peu près complet; au sud échec précédé d'un intérêt généralement modeste. Or, cet échec avait ouvert la voie à la création de la mo-

---

<sup>41</sup> O. Halecki, *Unia Polski z Litwą a Unia kalmarska* [L'union de la Pologne avec la Lituanie et l'Union de Kalmar], dans: *Studia historyczne ku czci S. Kutrzeby...*, vol. I, pp. 217 - 234.

<sup>42</sup> W. Czaplinski, K. Górski, *Historia Danii* [Histoire du Danemark], Wrocław 1965, p. 124.

narchie plurinationale des Habsbourg. Cet insuccès d'une union polono-hongroise est d'autant plus intéressant que, en dehors de l'amitié traditionnelle entre ces deux pays, il existait des larges analogies de la structure sociale avec le rôle prédominant de la noblesse, ses privilèges et ses droits. Il semble que les essais d'une fédération avec les voisins méridionaux de la Pologne se soient soldés par un échec parce que la Pologne n'avait, à l'époque, aucun intérêt vital dans les régions danubiennes. C'est pourquoi, elle n'était pas intéressée à fournir une aide plus efficace aux Hongrois, qui cherchaient un allié contre la menaçante poussée ottomane.

Par contre, les rapports réciproques entre la Pologne et la Lituanie avaient été hostiles durant le XIII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle. Les différences de la structure sociale beaucoup plus marquées ne diminuèrent que vers 1560, où la position des boyards lituaniens se rapprocha de la situation de la noblesse polonaise. Or, tous ces éléments négatifs, non seulement n'ont pas renforcé les tendances séparatistes, mais, en les surmontant, ont abouti à une union durable.

D'une façon générale on peut affirmer que l'union personnelle (c'est-à-dire la forme la plus lâche d'un lien entre États) et l'incorporation (ou forme la plus poussée d'une union) étaient souvent utilisées par des régimes où prédominait, au Moyen Age, l'élément patrimonial, et, à l'époque moderne, l'absolutisme dynastique. Quant aux unions du type fédéral, elles furent en général, l'oeuvre des États dans lesquels le concept du pouvoir avait été séparé de la personne du souverain. C'est pourquoi, entre autres, la Lituanie adhéra à l'union stable avec la Pologne, au moment où à côté du monarque le pouvoir central était représenté par la diète et non plus seulement par les seigneurs du Conseil grand-ducal, lequel n'avait qu'une voix consultative. C'est précisément cette diète lituanienne qui avait traité avec la diète polonaise, constituant la représentation de la noblesse du Royaume de Pologne.

En généralisant les expériences historiques, on pourrait déterminer plusieurs facteurs favorisant les unions entre États durant le bas Moyen Age et le début de l'époque moderne (surtout aux XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles). Parmi ces facteurs on en retiendra en particulier quatre.

1. Un danger extérieur menaçant les deux États, qui dans le cas de l'union polono-lituanienne avait revêtu la forme de l'Ordre Teutonique et, en ce qui concerne les pays danubiens, celle de la menace turque. De même, la reconquête du pays sur les Arabes était à l'origine de l'union des royaumes de la péninsule Ibérique.

2. Le développement des échanges à longue distance alors que les marchés nationaux n'avaient pas encore été formés. Dans ces conditions, les liens économiques dépassant le cadre du territoire national favorisaient le renforcement d'attaches politiques à l'échelle régionale, telle que la péninsule Ibérique, la Scandinavie, les pays danubiens ou la rive sud de la Baltique, quoiqu'on ne saurait leur attacher une importance décisive. Dans l'union polono-lituanienne,

il convient de souligner les liens unissant la Lituanie avec Gdańsk et Poznań <sup>43</sup> et, au nord, avec Riga, ce qui aboutit à l'incorporation de la Livonie. Mais les facteurs économiques avaient joué un rôle primordial d'une façon indirecte: en décidant de la réunion de la Livonie à la Lituanie ces facteurs créèrent un état de fait qui exigeait la défense de la province nouvellement acquise par les forces conjuguées polono-lituanienues, ce qui, en fin de compte, devait renforcer l'union de deux pays.

3. L'union pouvait être — quoique pas toujours forcément — dans l'intérêt de la noblesse qui, grâce à la fédération de deux ou plusieurs États, était en mesure de gagner des libertés nouvelles ou de garantir les privilèges déjà obtenus. Les intérêts communs de la noblesse n'étaient point alors entachés de nationalisme, ce produit de la conscience nationale moderne; un des traits caractéristiques de l'époque en question était précisément l'absence de pressions en vue d'une assimilation nationale. L'effet d'une pareille tolérance ou indifférence à l'égard des questions de nationalité, était d'accélérer justement le processus d'assimilation. Tout cela conduisait finalement à la formation de «la nation noble», c'est-à-dire d'une noblesse de culture polonaise mais embrassant la noblesse de tous les territoires et de toutes les provinces de l'État polono-lituanien. Analogiquement, en Hongrie, la noblesse hongroise finit par englober les classes supérieures des peuples faisant partie de la Couronne de Saint Étienne <sup>44</sup>.

4. La limitation de l'union aux couches supérieures de la nation, alors que les masses populaires et, en particulier, les paysans, n'y participaient pas. Ceci devait finalement marquer ces unions du sceau d'une fragilité historique. La plupart se désagrègèrent à mesure que se développaient les nations modernes basées sur les masses populaires, lesquelles se posaient comme impératif catégorique la possession d'un État propre <sup>45</sup>.

---

<sup>43</sup> Cf. H. Łowmiański, *Uwagi...* [Remarques], p. 309 - 311. En particulier P. Simson (*Geschichte der Stadt Danzig*, vol. I, Danzig 1913, pp. 107, 362) estimait que le commerce de Gdańsk avec la Lituanie constituait une des sources principales du développement économique de la ville. En ce qui concerne le commerce de la Lituanie avec Poznań (peaux, fourrures, cire, etc.) voir L. Koczy, *Handel Poznania do połowy XVI wieku* [Le commerce de Poznań jusqu'au milieu du XVI<sup>e</sup> s.], «Prace Komisji Historycznej Polskiego Towarzystwa Przyjaciół Nauk», vol. VI, 1930. Il ressort de cette étude que la puissance économique de la ville de Poznań avait comme origine principale le commerce avec la Lituanie (p. 279).

<sup>44</sup> Voir à ce propos Z. I. Toth, *Quelques problèmes de l'État multi-national dans la Hongrie d'avant 1848* dans: *Études [...] hongrois présentées au X<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques*, Budapest 1955, pp. 122 - 149.

<sup>45</sup> A ce propos voir S. Nikitin, *Obščie čerty i specifičeskie osobennosti formirovanija slavjanskih nacij v XIX v. (preimuščestvenno na južnoslavjanskim materiale*, dans: *VI Meždunarodnyj Sjezd Slavistov: Istorija, kultura, folklor i etnografija slavjanskih narodov*, Moskva 1968, pp. 64 - 79. Voir également J. Bardach, *O powstaniu nowoczesnego narodu litewskiego* [De la naissance de la nation lituanienne moderne], «Kwartalnik Historyczny», vol. LXXIII, 1966, n<sup>o</sup> 2, pp. 381 - 390.

L'union polono-lituanienne couronnée par l'acte de Lublin fut donc un événement extraordinaire non pas par sa singularité mais par sa durabilité, son rayon d'action et ses conséquences historiques ressenties aussi bien par la Pologne que par les pays voisins. On a écrit — avec quelque raison sans doute — que l'expansion territoriale polonaise se développait parallèlement à l'accroissement des libertés nobiliares et que la force n'intervenait dans cette expansion qu'à un degré infime. L'union — oeuvre de la noblesse de deux États et de trois nations: polonaise, lituanienne et ruthène — a duré aussi longtemps que la classe sociale qui lui avait donné naissance conservait le pouvoir et continuait à gouverner l'État polono-lituanien. C'est pour cette raison, qu'en jugeant le rôle historique de l'Union de Lublin, qui suscitera certainement encore de nombreuses études <sup>46</sup>, il faut se garder d'appliquer à l'époque analysée les idées politiques de nos jours.

*(Traduit par Aleksander Wolowski)*

---

<sup>46</sup> La problématique de l'union continue à éveiller l'intérêt des historiens comme en témoignent entre autres, les récentes discussions aux U.S.A.: O. P. Backus, *The Problem of Unity in the Polish-Lithuanian State*, comments by O. Halecki and J. Jakštas and Reply dans «Slavic Review», vol. XXII, 1963, n° 3, Discussion section, p. 411 - 455; ainsi que l'étude de Shigeto Toriyama, *A Short History of Polish-Lithuanian Union (down to the Union of Mielnik)*, publiée en japonais dans «Slavic Studies» de l'Université de Hokkaido, vol. X, 1966, pp. 1 - 26, que j'ai pu lire dans une traduction américaine conçue sous la direction de O. P. Backus. Cet article constitue la première partie d'une étude plus étendue concernant l'ensemble de l'union polono-lituanienne.